

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 22

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Article 22 : ~~[Europol]~~ Agences de coopération policière de l'Union

- 1) **Europol est une agence de l'Union dont la mission est** d'appuyer et de renforcer l'action des autorités policières des États membres ainsi que leur collaboration mutuelle ~~dans la prévention et la lutte contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres, le terrorisme et les formes de criminalité qui portent atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union.~~
- 2) Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, déterminent la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol. Ces tâches peuvent **notamment** comprendre :
 - la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange des informations transmises par les autorités des États membres ou de pays ou instances tiers ;
 - la coordination, l'organisation et la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles, menées conjointement avec les services des États membres ou dans le cadre d'équipes conjointes d'enquête.

La loi visée à l'alinéa précédent fixe également les modalités de contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen auquel sont associés les Parlements nationaux.

- 3) Toute action opérationnelle d'Europol doit être menée en liaison et en accord avec les services du ou des États membres dont le territoire est concerné. L'application de mesures de contrainte relève exclusivement des autorités nationales compétentes.

- 4) Le Parlement européen et le Conseil peuvent par une loi organique créer d'autres agences, en complément ou en remplacement d'Europol, en vue d'appuyer ou de soutenir l'action et la coopération mutuelle des autorités policières dans la prévention et la lutte contre les crimes visés à l'article 17 ou de mener des enquêtes dans les affaires de la compétence du Parquet européen.**

Le Parlement européen et le Conseil déterminent dans une loi organique la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches de ces agences. La loi organique fixe également les modalités de contrôle de ces agences par le Parlement européen auquel sont associés les Parlements nationaux.

Toute action opérationnelle de ces agences doit être menée en liaison et en accord avec les services du ou des États membres dont le territoire est concerné.

Explication éventuelle :

Le projet d'article 22 fige la situation actuelle en ne mentionnant qu'Europol. Or, d'autres agences de coopération pourraient être mises en place (en matière douanière par exemple). Il convient que celles-ci soient, le cas échéant, également soumises à un contrôle du Parlement européen.

Europol pourrait également être remplacé à terme par une Agence qui aurait des compétences plus étendues dans le cadre de d'enquêtes et de poursuite de « crimes européens ». Il convient dès lors de ne pas brider l'évolution en ne parlant dans la Constitution que d'Europol. Pareille évolution devrait pouvoir se concrétiser au moyen de lois organiques.

En outre, on ne peut exclure que suite à la création d'un parquet européen, certaines mesures de contrainte puissent relever de ce dernier et non plus uniquement des autorités nationales.